

Résumé analytique

La coopération multilatérale fait face à la crise la plus grave qu'elle ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle survient à un moment où les nations ont le plus besoin de travailler ensemble pour relever les défis auxquels le monde est confronté.

Des gouvernements puissants se détournent des objectifs et des principes de la Charte des Nations unies, ignorent l'État de droit quand cela les arrange et effectuent des coupes franches dans le financement des organisations internationales.

L'impact le plus flagrant de ces décisions se retrouve dans les conflits actuels. Les concepts fondamentaux d'intégrité territoriale et d'indépendance politique sont menacés. Les actions illégales et immorales se heurtent à l'inaction et à l'impunité. De l'Ukraine à la République démocratique du Congo, de Gaza à l'Iran, du Soudan au Myanmar, le mépris des règles de guerre a atteint de nouveaux sommets. Le monde est entré dans une nouvelle course aux armements à l'échelle mondiale, qui porte sur les armes conventionnelles, nucléaires et, de plus en plus, sur les armes dotées d'intelligence artificielle.

Pendant ce temps, l'humanité est confrontée à une urgence de plus en plus grave en ce qui concerne le climat et la nature, à la perspective de menaces pandémiques plus fréquentes, à une dette croissante dans des économies fragiles et à une pauvreté extrême persistante, à la volatilité du commerce mondial, à la désinformation galopante et à l'IA non réglementée.

Il serait toutefois trompeur de présenter la situation actuelle comme une mise en cause du multilatéralisme. Le système international créé au cours des quatre-vingts dernières années, même s'il est profondément déficient et qu'il ne répond pas aux défis actuels, a garanti une paix, une sécurité, une prospérité et un respect des droits humains bien plus importants que ceux qui l'ont précédé.

Les institutions multilatérales ont organisé l'action collective des nations, en mettant en commun les ressources pour maximiser le bénéfice collectif. Elles ont généré des normes et des politiques mondiales, résolu pacifiquement de nombreux différends, promu l'interdépendance entre des nations souveraines, favorisé des traités et des accords d'une grande valeur pour la prospérité et la sécurité des peuples du monde entier, et ont contribué à une réduction sans précédent de la pauvreté et de la souffrance.

Aucun État, petit ou grand, ne bénéficiera de l'effondrement de ce système, aussi imparfait et obsolète soit-il.

Mais les tentatives de revitalisation et de réforme du système multilatéral ne se passent pas bien, avec des accords conclus mais non mis en œuvre, un financement inadapté aux ambitions affichées et une franche hostilité de la part de certains pays.

La majorité des pays souhaitent un renforcement de la coopération multilatérale pour faire face aux menaces existentielles et aux autres défis auxquels le monde entier est confronté. Ils doivent collaborer pour y parvenir, au nord comme au sud, à l'est comme à l'ouest, qu'ils soient grands ou petits.

Une minorité puissante est moins engagée. Cependant, l'action collective qui sert les intérêts de la grande majorité des populations ne doit pas être prise en otage par quelques pays.

Nous ne pouvons pas non plus laisser le système multilatéral décliner irrémédiablement. Lorsque les règles sont obsolètes ou ignorées, il est temps de les mettre à jour et de les renforcer, et non de les abandonner. Dès lors qu'il y a deux poids deux mesures, il convient de défendre les normes internationales et non de poursuivre un nivellement par le bas. Lorsqu'un système est injuste, il convient de le rendre juste, et non de s'en éloigner.

Il est urgent de revitaliser les institutions multilatérales. Le moment est venu de renforcer ce qui fonctionne et d'améliorer ce qui ne fonctionne pas. The Elders ne sont pas nostalgiques du système multilatéral du passé. Nous pensons qu'il a besoin d'être réformé et redynamisé.

Une telle entreprise peut décourager certains leaders. Mais l'alternative est effroyable. Ce n'est qu'après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale que les leaders mondiaux ont pu négocier la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Leurs principaux engagements et leurs valeurs fondamentales doivent rester notre fil conducteur. C'est l'architecture qui les abrite qui est obsolète et dysfonctionnelle.

La Charte des Nations unies elle-même était destinée à être élargie et améliorée au fil du temps, comme l'a souligné le président américain Harry Truman en 1945 : « Personne ne prétend qu'il s'agit d'un instrument définitif ou parfait. » Avec le soutien du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Inde, d'autres gouvernements et d'organisations de la société civile, la dynamique en faveur d'une réforme de la Charte des Nations unies s'amplifie. En effet, l'absence dans la Charte de défis contemporains tels que l'environnement et le changement climatique, l'intelligence artificielle et les armes nucléaires deviendra de plus en plus manifeste au fil du temps.

Les réformes précipitées et motivées par le refus des gouvernements de payer leur dû ont peu de chances de nous offrir le système multilatéral dont le monde a besoin : un système qui soit juste, équitable, efficace et qui tienne compte des intérêts des générations futures ainsi que de ceux de toutes les populations qui vivent aujourd'hui. Pour concrétiser cette vision, nous avons besoin de leaders politiques audacieux, capables d'avoir une vision à long terme des défis auxquels le monde est confronté et de la nécessité pour les nations de coopérer pour les relever.

The Elders appellent les leaders politiques à mettre en œuvre des changements ambitieux dans quatre domaines :

- **La sécurité mondiale** : une revitalisation de l'architecture internationale de paix et de sécurité pour relever les défis du 21^{ème} siècle.

- **La solidarité mondiale** : un nouveau modèle de solidarité mondiale qui veille à un financement en temps opportun, adéquat et équitable, et qui soit gouverné de manière inclusive.
- **Les biens publics mondiaux** : un effort collectif pour investir dans les biens publics mondiaux nécessaires à la protection des personnes et de la planète, en particulier contre les menaces existentielles.
- **Une représentation mondiale** : une refonte de la représentation au sein du système multilatéral, reflétant la réalité du monde moderne et les intérêts des générations futures.

Tous les pays ne voudront pas avancer au même rythme pour construire un meilleur système multilatéral. Mais ceux qui s'opposent le plus farouchement à la recherche de solutions mondiales aux défis internationaux ne peuvent pas être autorisés à retarder le reste du monde. Si certains gouvernements choisissent la voie de l'isolement, d'autres doivent aller de l'avant sans eux, tout en laissant la porte ouverte à un engagement futur.

Notre fondateur, Nelson Mandela, nous a donné pour mission d'inspirer l'espoir là où règne le désespoir. Si les nations travaillent ensemble, guidées par un sentiment d'humanité partagée, nous pensons qu'un avenir meilleur pour tous nous attend. Cette période de crise peut transformer le désespoir en un moment d'opportunité.

Dans ce document, nous présentons quelques idées pour y parvenir.

Nos propositions pour agir

1. Réhabiliter la mission fondatrice des Nations unies en matière de prévention et de résolution des conflits

L'ONU ne remplit pas sa mission fondatrice qui consiste à prévenir et à résoudre les conflits.

- Depuis le ou la Secrétaire général-e des Nations unies jusqu'au bas de l'échelle, l'ONU doit reconstruire son rôle politique visant à la médiation et au règlement des crises. Les États membres doivent soutenir ce rôle, plutôt que d'encourager ou de tolérer une « foire d'empoigne » dans laquelle les pays puissants dictent les règlements politiques.
- Un modèle consolidé de réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, qui améliore à la fois sa représentativité et son efficacité, et qui a une chance réaliste d'obtenir l'approbation de l'Assemblée générale et la ratification finale par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (P5), doit faire l'objet de discussions lors de l'Assemblée générale au cours de l'année 2025-2026. Nous appelons à une coalition interrégionale d'États pour conduire ce changement.
- Il est grand temps de prendre pleinement conscience du rôle de catalyseur que les femmes peuvent jouer dans la prévention et la résolution des conflits. Nous appelons l'ONU et ses États membres à rendre obligatoire la participation significative des femmes dans les négociations de paix.

2. Renforcer l'État de droit international

Les tribunaux internationaux et l'État de droit sont la meilleure protection pour celles et ceux qui ne veulent pas vivre dans un monde où règne « la loi du plus fort ».

- Les leaders mondiaux doivent s'engager à nouveau à respecter le droit international (droit humanitaire international, droit international des droits de l'homme, droit pénal international), y compris les arrêts de la Cour internationale de justice.
- Nous appelons les pays qui n'ont pas adhéré à la Cour pénale internationale à le faire, et ceux qui choisissent de ne pas le faire à cesser d'attaquer ses travaux.
- Le statut de Rome devrait être modifié pour donner à la Cour pénale internationale la pleine compétence pour poursuivre le crime d'agression – le crime international suprême dont découlent les autres crimes.

3. Relancer la coopération en matière de contrôle des armes nucléaires

La possibilité d'une catastrophe nucléaire est aujourd'hui plus grande que jamais, tandis que l'IA menace d'exacerber les risques.

- Nous encourageons tous les pays à s'engager de bonne foi dans le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et ses États parties à renforcer les dispositions du traité en matière de vérification et d'application.
- Pour parvenir à une abolition totale, les cinq États nucléaires reconnus par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires doivent prendre des mesures sérieuses, conformément à l'engagement qu'ils ont pris en vertu de l'article 5 de poursuivre le désarmement, notamment en adoptant le principe du « non-recours en premier », en retirant les armes du niveau d'alerte élevé et en les retirant du déploiement, et en réduisant le nombre d'ogives.
- Tous les États nucléaires devraient entamer un dialogue soutenu à haut niveau sur la mise en place de garde-fous concernant le rôle de l'IA dans les systèmes d'armement, en mettant l'accent sur la manière de maintenir un contrôle humain significatif.

4. Redéfinir le financement mondial

Notre architecture financière internationale est obsolète et injuste, et doit être profondément remaniée.

- Les institutions de financement doivent s'engager à alléger le fardeau de la dette souveraine des pays en développement afin de créer une marge de manœuvre budgétaire pouvant être utilisée pour atteindre les objectifs de développement nationaux.
- Les gouvernements doivent poursuivre d'urgence une réforme fiscale mondiale équitable et innovante, telle qu'un impôt sur la fortune et d'autres idées explorées par la *Global Solidarity Levies Task Force* (groupe de travail sur la fiscalité

internationale), et dans le cadre de la proposition de Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale.

- Les gouvernements devraient envisager le modèle d'investissement public mondial, selon lequel « tous profitent, tous contribuent, tous décident », pour faire face aux menaces communes auxquelles l'humanité est confrontée, financer les biens publics mondiaux dont tout le monde bénéficie et faire preuve de solidarité avec les personnes les plus défavorisées dans le monde.

5. Rehausser l'ambition de l'action climatique

Pour atteindre les objectifs convenus en matière de climat et de nature, une coopération urgente et sans précédent, idéalement entre tous les pays, ou à défaut entre ceux qui sont prêts à l'accepter, est nécessaire.

- Les pays du G20 devraient prendre l'initiative de mobiliser l'action collective pour donner un coup d'accélérateur à la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat et du Cadre mondial pour la biodiversité.
- Tous les processus multilatéraux devraient être rationalisés pour devenir plus responsables et davantage axés sur l'action, et pour faciliter la prise de décisions, leur mise en œuvre et leur suivi. Une approche fondée sur le consensus ne doit pas ralentir les actions dont la science nous dit qu'elles sont nécessaires. La Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique devrait adopter intégralement son règlement intérieur, notamment en ce qui concerne le vote à la majorité.
- Les gouvernements doivent trouver un moyen de conclure un accord international contraignant, assorti d'engagements exécutoires, afin d'abandonner progressivement les combustibles fossiles et de faire payer les pollueurs.

6. Renouveler le leadership politique en matière de sécurité sanitaire mondiale

La sécurité sanitaire mondiale exige un changement radical des priorités et du financement et, en tout premier lieu, un leadership politique audacieux.

- Tous les États devraient accorder un financement adéquat et une attention politique à l'Organisation mondiale de la Santé et à ses mécanismes multilatéraux essentiels en matière de santé, notamment l'Accord sur les pandémies et le Règlement sanitaire international modifié.
- Nous demandons instamment aux États de renforcer le financement de l'ensemble de l'architecture de la sécurité sanitaire mondiale, en augmentant les investissements dans les institutions multilatérales, y compris les organisations régionales, en tant que piliers essentiels d'une préparation aux pandémies équitable, résiliente et fondée sur les droits.

- Nous encourageons les États et les organisations multilatérales à lutter de manière proactive contre les menaces que représentent les maladies infectieuses émergentes, en intégrant mieux les priorités en matière de pandémie dans les programmes relatifs au climat, aux conflits et au développement durable.

7. S'unir pour faire de l'IA une force au service du bien

Ce n'est que grâce à des efforts collectifs et à une responsabilité partagée que les gouvernements du monde entier pourront faire en sorte que l'IA soit essentiellement bénéfique pour toute l'humanité, et non l'une des plus grandes menaces auxquelles nous sommes confrontés, motivée par le profit de quelques-uns.

- Nous exhortons les leaders politiques et économiques à donner la priorité à la coopération multilatérale et multipartite pour faire progresser la gouvernance mondiale de l'IA dans l'intérêt de tous et en réduisant les risques.
- Nous appelons l'ONU à jouer un rôle de connexion dans l'établissement de normes mondiales de gouvernance de l'IA ancrées dans le droit international des droits de l'homme, notamment par la mise en œuvre du Pacte mondial pour le numérique.

8. Réformer la gouvernance et le leadership mondiaux pour un avenir plus juste

L'absence historique de représentation équitable aux plus hauts niveaux de la gouvernance mondiale a nui à la crédibilité et à l'efficacité des institutions multilatérales. Un changement à ce niveau est essentiel pour accroître la légitimité de ces institutions au niveau mondial. Outre un appel à réformer le Conseil de sécurité des Nations unies :

- Nous appelons les actionnaires des Institutions financières internationales à suivre les recommandations de l'Initiative de Bridgetown afin de veiller à ce que les pays en développement aient une voix plus forte dans leur gouvernance et leur prise de décision.
- Nous encourageons les États membres de l'ONU à ne désigner que des femmes comme candidates au poste de Secrétaire générale de l'ONU et à faire pression pour que ce poste soit attribué pour un mandat unique de sept ans.
- Nous attendons du ou de la prochain·e Secrétaire général·e des Nations unies qu'il ou elle mette fin à l'attribution des postes à haut niveau de l'ONU aux ressortissants de pays puissants, comme l'a demandé à plusieurs reprises l'Assemblée générale des Nations unies.
- Nous appelons les États membres de l'ONU et la société civile à soutenir fermement l'Envoyé·e spécial·e du ou de la Secrétaire général·e de l'ONU pour les générations futures, qui, une fois nommé·e, devra défendre avec audace les intérêts de ceux qui hériteront de cette planète. Nous encourageons les gouvernements à créer des postes similaires au niveau national et à travailler en étroite collaboration avec l'Envoyé·e spécial·e des Nations unies.

9. Résister aux efforts visant à affaiblir la coopération mondiale

Certains gouvernements souhaitent que la coopération mondiale soit affaiblie et cherchent à déstabiliser le système multilatéral. Ceux qui croient en la coopération ne doivent pas laisser une telle situation se produire.

- Les gouvernements qui s'engagent dans la coopération mondiale doivent collaborer, en s'unissant sur l'importance d'un système multilatéral qui fonctionne, même s'ils sont en désaccord sur des décisions individuelles. Les alliances entre les pays du Sud et du Nord sont vitales ; travailler en collaboration et utiliser la force de l'unité est le meilleur moyen qui existe pour défendre les valeurs multilatérales et l'État de droit.
- Nous appelons les gouvernements qui choisissent de ne pas participer à certaines institutions multilatérales à respecter les souhaits des pays qui souhaitent le faire et à ne pas chercher à déstabiliser les institutions dont ils ont choisi de ne pas faire partie.